

La démocratie participative en Australie: La police et les écoles en Victoria¹

Dr. Isabelle Bartkowiak-Théron
Charles Sturt University - School of Policing Studies

Les violences urbaines et l'insécurité font la "une" des médias internationaux depuis des décennies. La recherche occidentale s'est attachée à découvrir et à comparer les diverses pratiques socio-judiciaires et policières internationales tout en tachant, parfois en vain, répondre à la question du *what works* ? Les jeunes sont souvent au premier plan des récriminations et représentations sociales et en réponse aux exigences de la société civile, les gouvernements hésitent entre diverses formes de répression, réhabilitation et/ou éducation.

Le contexte Australien, de par sa diversité sociopolitique, présente un exemple intéressant de mixité éducative, réhabilitatrice et répressive. Les services de la jeunesse, les services judiciaires et les écoles collaborent avec les services de Police et les familles pour résoudre les problèmes quotidiens dans lesquels des jeunes sont impliqués. Nous proposons d'explorer un exemple de cette forme de collaboration: le Youth Show the Way Project de l'Etat de Victoria².

Le contexte Australien en bref

L'Australie reste un pays peu étudié de par les civilisationnistes. Lorsqu'il s'agit d'étudier l'un des pays du Commonwealth, le Royaume Uni ou le Canada viennent plus rapidement à l'esprit qu'une terre aussi éloignée. L'Australie présente cependant bien plus d'une opportunité de recherche pour celui ou celle qui veut s'y intéresser. Il serait vain de croire qu'une introduction à cet article puisse en dresser un portrait fidèle et

¹ Mes remerciements les plus sincères vont au Prof. Catherine Layton (Charles Sturt University), pour son travail de relecture et ses conseils quant à une première version de cet article. Egalement, mes pensées chaleureuses vont aux Profs. Clifford Shearing, (Capetown University), Jennifer Wood (Temple University) et Monique Marks (University of Kwazulu Natal).

² Ce projet a vu le jour sous l'égide du Nexus Policing, une série d'initiatives action-recherche conjointement menées par l'Australian National University et Victoria Police.

exhaustif. Néanmoins, certains points d'intérêt fondamentaux méritent à être brièvement mentionnés.

L'éloignement géographique de l'Australie en fait tout d'abord une entité géopolitique intrigante. Les Australiens hésitent entre une fidélité sans faille au Royaume Uni et une identité d'autonomie dictée par les 20000 km qui les séparent du gouvernement britannique³. Les liens avec le Commonwealth portent ainsi parfois à controverse et les sondages quant à une éventuelle indépendance totale⁴ produisent souvent des résultats négatifs mitigés, et autorisent pourtant, au même titre qu'au Canada, la mise en retrait de l'hymne britannique (*God save the Queen*) pour un hymne national australien (*Australia Fair*).

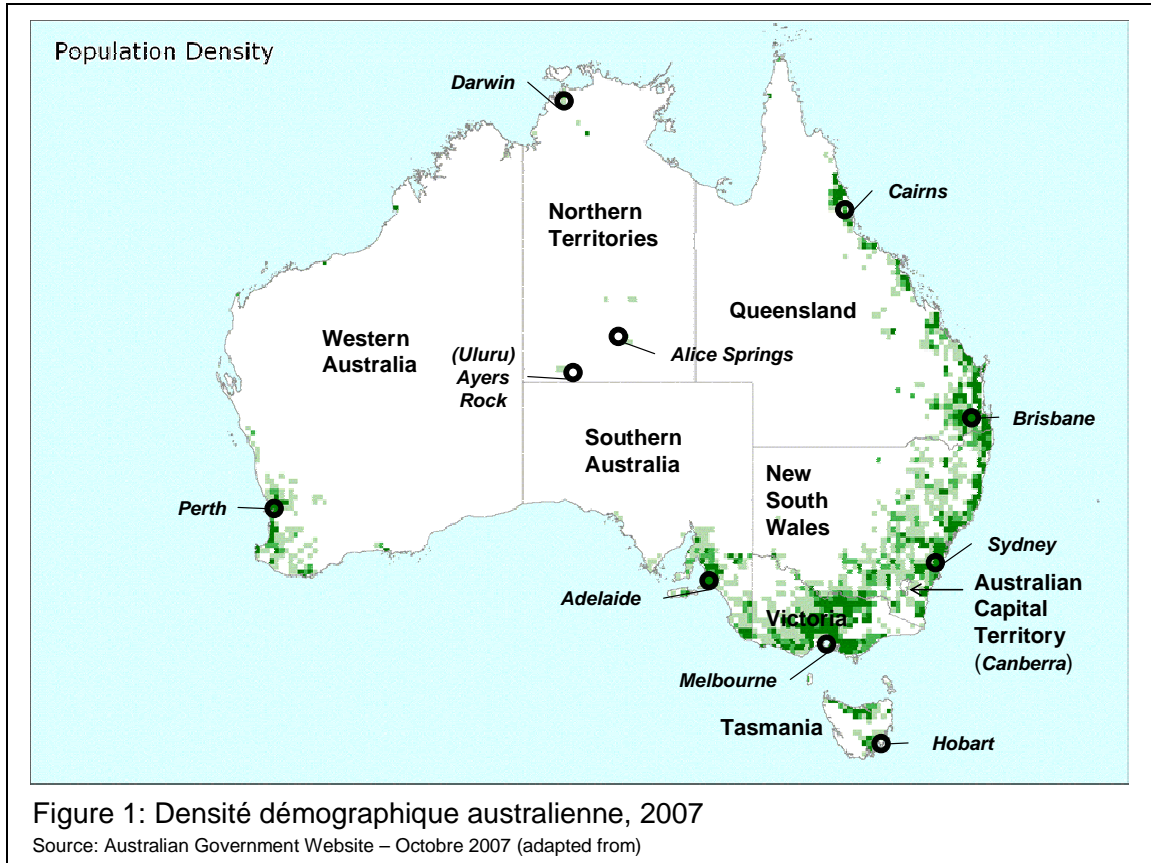
Les valeurs essentielles qui y sont préconisées, telles que le multiculturalisme (selon l'Australian Bureau of Statistics, en 2006, 23% de la population, sont nés à l'étranger), le "mateship", la citoyenneté, la diversité, l'équité, la règle du droit, etc. en font un pays qui n'a rien à envier aux valeurs fondatrices des Etats-Unis ou de l'Europe, sans pour autant empêcher les émeutes raciales (par exemples, les émeutes de Cronulla en 2005). La diversité de la société australienne est pourtant saisissante et en son sein, la culture aborigène, riche d'un passé tumultueux, refait surface peu à peu et contribue au progrès social et politique australien.

Sur un plan urbain, la diversité des villes australiennes est frappante (Figure 1). 87% des Australiens vivent dans une des huit grandes métropoles étatiques: Sydney, Melbourne, Canberra, Cairns, Brisbane, Adelaïde, Darwin et Perth, laissant le désert central à de nombreux villages, plusieurs tribus aborigènes et aux centres de tourisme (tels que Uluru-Ayers Rock). L'architecture urbaine montre des caractéristiques coloniales et victoriennes mêlées à des bâtiments postmodernes dans les centres-villes.

³ A noter également un intérêt certain qui leur est porté par les Etats-Unis, sur les plans politique et culturel.

⁴ L'Australie est un Etat souverain et une nation indépendante, de par une décision de la High Court, qui a fiat de la Grande Bretagne une nation étrangère, bien que gérée par le même chef d'Etat (la reine Elisabeth II).

La structure politique est celle de sept Etats et Territoires et ressemble fortement au fonctionnement politique nord-américain: un gouvernement fédéral en haut de la pyramide, suivi de gouvernements étatiques et de gouvernements locaux.



L'Australie présente ainsi de nombreux intérêts de recherche en études anglophones et civilisationnistes. Cette contribution aux séminaires du CEUMA se focalise sur la complexité socio-légale du contexte australien. L'Australie est connue pour son dynamisme dans le domaine de la justice réparatrice et de la police communautaire, avec bien des exemples de *best practices* qui prennent leurs origines dans non seulement des initiatives policières décentralisées aborigènes et/ou rurales, mais aussi dans l'articulation des provisions légales pour les "populations vulnérables". Nous examinerons ici, en particulier, l'articulation d'un projet qui concerne l'une de ces populations (les jeunes) en Victoria et l'attachement de ce projet aux diverses théories qui en sont le fondement: la démocratie participative et la gouvernance locale.

La notion de communauté, la démocratie participative et la gouvernance locale

Nous devons résister à la tentation d'articuler et de détailler de manière exhaustive les concepts fondamentaux d'après lesquels ce projet de recherche prend sa source. Le but de cet article est l'exposition d'un modèle spécifique de résolution de conflits et de problèmes sécuritaires génériques et sa propagation dans l'état de Victoria. Néanmoins, la démocratie participative et la gouvernance locale telles qu'on les connaît dans les pays anglo-américains restent quelque peu éloignés de la façon dont on les comprend en France. A ce titre, un bref chapitre est nécessaire, pour permettre à l'auteur de rapidement établir les paramètres théoriques de cette recherche.

De manière générale, on entend par *démocratie participative* l'accroissement de l'implication des citoyens dans le processus décisionnel sociopolitique. Divers processus de consultation sociale, de délégation de pouvoir(s) et de représentation politique sont donc mis en place par les différentes institutions démocratiques d'un pays, afin de créer les opportunités pour que chacun ait un droit à la parole et une place dans l'administration des thèmes locaux et nationaux. Cependant, la marge est fine entre un système de démocratie participative et un système de démocratie représentative. La littérature qui aborde le sujet concède une "perte" dans la transmission des préoccupations "réelles" des citoyens dans un système de représentation, due à de multiples reformulations sémantiques et de nécessaires priorités thématiques, etc.

L'Australie, et en particulier les gouvernements locaux, ont résolu une partie du problème en optant pour une démocratie participative *directe*: la représentation reste limitée, au même titre que la délégation de pouvoir. Les communautés et la notion de *community* en particulier (voir Bartkowiak & Jaccoud, 2007 pour une définition plus approfondie) sont essentielles à l'administration quotidienne des préoccupations sociales. De plus, la participation est *active*. Selon le principe que les modèles consultatifs traditionnels ne sont plus suffisants pour définir les relations Etat-société civile (Reddel, 2004) et en réponse aux mouvements de retrait étatique observés dans les sociétés occidentales (Bartkowiak & Jaccoud, *op.cit.*), chacun est invité non seulement à participer au processus décisionnel, mais aussi à faire partie de la mise en action des divers projets

discutés. Cette participation accrue et la volonté politique à encourager cette participation directe des citoyens au fonctionnement sociopolitique et urbain répondent aux diverses critiques (dont féministes) qui ont émergé ces trente dernières années dans le domaine socio-légal et sécuritaire. La richesse de la démocratie participative directe est soulignée par Elizabeth Meehan:

Individuals are rarely in similar material situations to one another. Thus, men and women or black and white people are unlikely to enjoy equal outcomes by being treated in the same way as one another (...) Bringing people in who have direct knowledge of a problem can help to avoid mistaken solutions.
(Meehan, 1996)

Ainsi, le gouvernement local australien se veut "régénérer la valeur abstraite de la participation comme la norme démocratique, faire de la participation quelque chose d'utile, répondre aux faiblesses du système décisionnel 'winner takes all' et éviter les spirales négatives dans lesquelles le désaccord entraîne le conflit" (*ibid.*).

Sur le plan global, Tony Blair et son gouvernement ont rendu particulièrement populaires les modes de réforme centrés sur le partenariat et la notion de communauté. L'intérêt politique australien fait écho à cette tendance (Reddel, *op.cit.*), en promouvant les mouvements centrés sur le capital social, le renforcement communautaire et l'engagement citoyen. La gouvernance⁵ participative ou aussi la gouvernance nodale (Shearing & Wood, 2003; Wood & Dupont, 2006) australienne se fonde sur les interactions politiques entre le public, le privé et le domaine civil (Reddel, *op.cit.*). La gouvernance locale participative se construit sur un modèle de gouvernance générale: les institutions étatiques conservent leur rôle premier de coordination, tout en incorporant la complexité sociale, économique et politique. La contribution qu'apporte la *community* (comprise entant que différents niveaux de regroupements citoyens auto-identifiés sur les plans culturels et sociaux) est critique, sans toutefois diminuer le rôle de l'Etat qui, au contraire, devient inclusif de ces regroupements communautaires autogouvernés. Le tissu social s'en devient resserré et particulièrement dynamisé: sous la gouverne des institutions politiques locales, les communautés gèrent leur propres problèmes et participent

⁵ Par laquelle nous entendons le processus de gestion politique par négociation, les réseaux de partenaires ou nodes à la fois horizontales et verticales couplées à des modèles organisationnels flexibles, à l'opposé des commandes traditionnelles hiérarchiques de contrôles et des modèles de marché (Riddell, *op.cit.*)

directement à l'administration urbaine quotidienne, prouvant "the ability of people to generate their own solutions to their own problems" (Australian Commonwealth Government, www.australia.gov.au)⁶.

C'est dans ce contexte que Nexus Policing et le *Youth Show the Way!* ont vu le jour.

La situation en Victoria

The Nexus Policing Project

Nexus Policing a débuté en tant que partenariat entre la police de Victoria et l'Australian National University (ANU). En 2003, la police de Victoria approche un centre de recherche, le Regulatory Institutions Network (plus connu sous le nom de RegNet), et propose un partenariat tendant à trouver de nouvelles solutions à des problèmes bien particuliers et localisés de par et d'autres de l'Etat de Victoria. Ces problèmes sont: les jeunes et la sécurité, les Aborigènes et la sécurité, la violence conjugale, les transports publics urbains, les logements sociaux, les récidivistes sexuels et certains aspects culturels de la sécurité.

L'Etat de Victoria est (avec les New South Wales), un des Etats australiens dont la démographie grandit constamment et régulièrement. Les police se voit donc face à une opportunité de commencer à agir de manière proactive quant à ces problèmes, dont les statistiques nationales prévoient une augmentation certaine d'ici 2020. Le discours des responsables est simple:

"Nous devons commencer à agir de manière innovante maintenant que nous en avons la possibilité, plutôt que de regretter, dans dix ans, de ne rien avoir fait aujourd'hui en 2004"

(Inspector Theresa Walsh, Local Priority Policing, octobre 2004).

⁶ Les limites éditoriales nous empêchent d'aborder en détails le sujet théorique du contrôle social appliqué à ce modèle. Ceci peut- faire l'objet d'une autre contribution aux séminaires. Néanmoins, l'auteure est bien consciente des avis sociaux et académiques divergents quant aux sujets des processus participatifs, du maintien de l'ordre et de diverses théories de contrôle social qui leur sont associées.

Wodonga est une ville au Nord de Victoria, à 300km de Melbourne, en bordure des New South Wales. La ville à caractère semi-rural, d'environ 30000 habitants, jouit d'un climat modéré en comparaison des trois mégapoles urbaines des alentours (Melbourne, Canberra, à 350 km et Sydney à 650km). Wodonga est statistiquement une des villes les plus dynamiques de l'Etat de Victoria, sur le plan démographique. La proximité de la ville d'Albury (la ville jumelle, de l'autre côté du Murray⁷) aide à cette expansion. La ville attire de jeunes couples désireux de fonder une famille loin des dangers des grands centres urbains et présente un intérêt immobilier particulier: locations peu chères, opportunités d'achat immobilier raisonnable. Wodonga est ainsi reconnue par le gouvernement de Victoria comme étant une des rares villes semi-rurales (sinon la seule) de l'Etat dont la population jeune (0 à 25 ans) est destinée à augmenter de manière exponentielle d'ici 2020.

Pour la police de Wodonga, ces statistiques sont d'intérêt. Malgré l'expansion démographique due à un exode rural prononcé et des taux de natalité plutôt élevés, les forces de police reste statiques en termes de ressources humaines et financières. Le délinquance juvénile est un problème grandissant, bien que relativement peu prononcé pour le moment. Les jeunes délinquants deviennent néanmoins plus téméraires et les taux de récidive augmentent lentement mais régulièrement. Les difficultés sociales liées à l'"agitation jeune" se font également sentir: la violence conjugale, les disputes familiales nécessitant les services de médiateurs professionnels augmentent, les services de santé sont sous pression et plusieurs suicides à quelques mois d'intervalle se sont produits dans les lycées de la ville. Bien qu'un renforcement des services de police est à prévoir, il n'est cependant pas envisagé d'ici 2010-2015. Le besoin de trouver des solutions nouvelles en englobant les dimensions sociales et judiciaire du comportement délinquant se font donc fortement sentir.

Wodonga se présente comme le site pilote de Nexus Policing. A l'époque où nous joignons l'équipe de recherche en octobre 2004 en tant que spécialiste dans les domaines des jeunes, de la police communautaire et de justice réparatrice, les négociations avec les

⁷ Le Murray est le plus grand fleuve australien avec son affluent la Darling River (2575km). Il part des Snowy Mountains (New South Wales), longe la quasi totalité de la frontière Victoria/New South Wales et se jette dans l'océan à Lake Alexandria (Southern Australia).

écoles et la police de Wodonga, ainsi que la hiérarchie à Melbourne, ont déjà abouti à un accord de projet action-recherche basé à Wodonga même. Le projet propose d'explorer les capacités locales et d'utiliser celles-ci de manière à construire et appliquer un modèle flexible⁸ de gouvernance locale impliquant les jeunes eux-mêmes, en partenariat avec les services de la jeunesse de la ville, la police et les services judiciaires.

The Wodonga Youth Show the Way!

Le Wodonga *Youth Show the Way!*, tel que le projet s'en vient à être connu, débute dans deux écoles publiques de la ville: un collège lycée (Mitchell Secondary College, plus tard devenu le Huon Campus) et une école primaire (Wodonga Primary School). Après négociations avec les écoles, nous avons accédé, en compagnie d'un travailleur social de la mairie⁹ à plusieurs classes de CM2, Sixième, Troisième et Seconde.

Première étape: consultation des jeunes et cartographie des services de la jeunesse

La première étape du projet consiste à tout d'abord travailler avec les élèves et les laisser discuter, sous notre direction, des problèmes de sécurité tels qu'ils les perçoivent. Il s'agit également et avant tout de les laisser déterminer eux-mêmes leurs "priorités sécuritaires" et de les laisser explorer certaines solutions dont ils pensent qu'elles sont appropriées à leur classe d'âge. A chaque problème sa solution et sa négociation avec les services appropriés.

En parallèle à ce travail de consultation des jeunes, l'équipe est chargée de dresser une "carte" localisant et décrivant les services de la jeunesse disponibles à Wodonga: santé, soutien scolaire, psychologique et familial, loisirs, scolarité alternative, etc. Une fois cette carte dressée, des entretiens avec les directeurs et employés de ces services finalisent la description des activités de ces agences, dévoilant manques, recoupements et redondances dans la provision des services.

⁸ Adaptable à d'autres contextes, à des problèmes différents et à d'autres localités.

⁹ Le développement communautaire (*community development*) est une des prérogatives des gouvernements locaux australiens. Des services spécialisés dans ce domaine sont organisés dans chaque mairie.

Deux constats ont suivi ce premier travail d'élagage. Il nous est tout d'abord paru évident que les services de la jeunesse, bien que surchargés et très compartimentés, sont plutôt bien organisés. La compartimentation rend la collaboration parfois difficile, mais un organisme de réseau (WDIT, Wodonga District Interagency Team) aide à la communication et facilite la connaissance mutuelle de chacun des services¹⁰. Les services regrettent néanmoins la disparition, à la fin des années 1990, de "The Voice", un organisme consultatif composé de jeunes uniquement et qui faisait savoir aux différentes agences les attentes et les besoins des jeunes de la ville.

"La disparition de The Voice se fait actuellement cruellement sentir. Bien que nous fonctionnons toujours normalement, chacune des agences a tendance à penser qu'elle travaille un peu dans le vide, sans filet et sans avoir véritablement ce que les jeunes veulent. On travaille un peu en se basant sur ce que l'on savait des cinq à dix dernières années."

(Judy Davis, responsable WDIT and coordonatrice régionale du Wodonga School Focused Youth Services, décembre 2004).

Le second constat émerge du processus consultatif mené auprès des jeunes. Malgré les représentations d'innocence et de protection parfois rencontrées à l'égard des jeunes (Bartkowiak, 2005), les adolescents de Wodonga sont très attentifs et très concernés par les problèmes de sécurité. Au centre de leurs préoccupations: la drogue, l'automutilation (inquiétude générée par les multiples suicides passés), la sécurité routière, le *bullying* grandissant dans la totalité des écoles et le bien-être psychologique des jeunes. Après un processus de consultation de plus de six mois, il nous est aussi apparu que ces jeunes sont loin d'être irrationnels dans leur façon de penser et d'expliquer ces phénomènes d'insécurité. Les explications sont informées, impersonnelles, rationnelles. Chacun des élèves interrogés a effectué une recherche plus ou moins poussée, qui les rend capables d'expliquer les phénomènes de violences à l'école ou de manière préoccupante, de nous apprendre comment confectionner, avec des produits ménagers et pharmaceutiques

¹⁰ De 2004 à 2007, date à laquelle le projet de recherche s'est officiellement terminé et à laquelle le modèle a été "rendu" à la communauté de Wodonga, les membres du WDIT sont passés de 10 à plus de trente.

courants, la dernière drogue à la mode (Christal Methamphetamine, plus connue de par son apparence, sous le nom de *ice*).

Deuxième étape - Création d'un modèle par et pour les jeunes

Le double constat auquel aboutit la première phase du projet est particulièrement intéressant pour l'équipe de recherche et amène une problématique percutante: alors les services de la jeunesse sont bien "huilés", si les services de police ne prévoient pas d'être augmentés d'ici 5 ans et étant donnée l'inquiétude grandissante autour la démographie galopante et des problème "jeunes" qu'elle augure, que reste-t-il à faire à Wodonga et comment? Une analyse plus approfondie des résultats obtenus laissent entrevoir un début de réponse.

Un vide systémique est particulièrement apparent dans la cartographie des agences de la jeunesse de Wodonga: les jeunes. Bien que tous ces services leurs soient offerts, les jeunes restent particulièrement absents du portrait et du processus décisionnel urbain. A nouveau en concertation avec les écoles et la police de la ville, l'équipe est donc retournée voir les jeunes, et cette fois-ci avec une nouvelle proposition. Malheureusement, les jeunes des sociétés occidentales sont désormais coutumiers du fait: des équipes de recherche viennent les voir, leur posent des questions sur divers sujets et rien ne suit.

Les réactions à notre retour sont donc relativement mitigées, mais notre discours laissent les jeunes relativement incrédules et nous a situé à part des diverses recherches locales. Nous leur avons proposé la chose suivante: si nous leurs donnions complète carte blanche, et les moyens de créer et de gérer leurs propres solutions aux problèmes de sécurité qu'ils ont identifiés, que feraient-ils?

Après un processus de réflexion d'un peu plus de 4 semaines, leur réponse est simple: un groupe de résolution de conflits dirigé par les jeunes, géré par des règles et un code de conduite rédigé par les jeunes, qui respecte la règle du droit et les divers règlements intérieurs des écoles respectives.

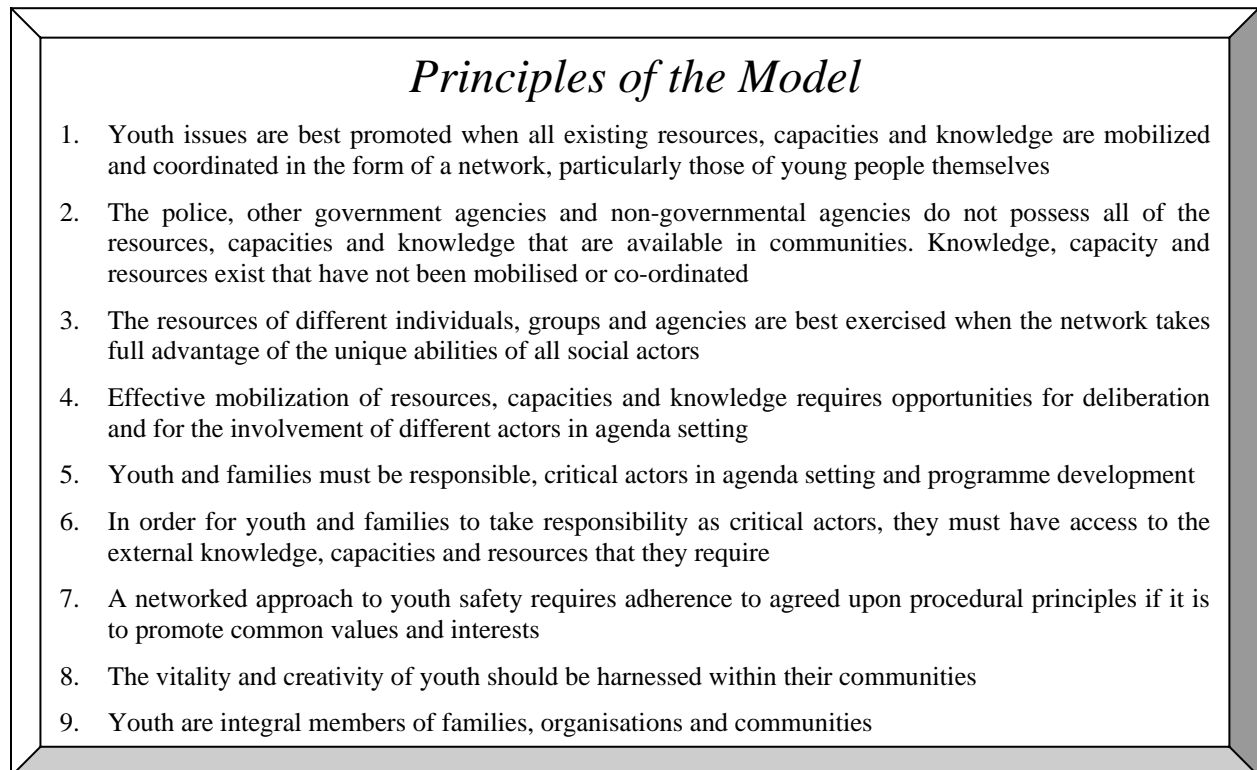


Figure 2 - Principes fondateurs du modèle *Youth Show the Way!*

The Way We Work: Do the Ten

1. Paying Attention

We pay attention at all times and are not distracted.

2. Confidentiality

Everything that is said in the group stays in the group.

3. Respect

We respect each other's and other peoples' opinions and feelings at all times.

4. Being non-judgemental

We do not judge others (behaviour, feelings and ideas) and remain impartial.

5. Seriousness

We take all matters brought to the group seriously.

6. Working as a Team

The group always works as a team. No one gives advice as an individual. All matters are decided upon by the group.

7. Recognising Our Limits

We may not be able to deal with all problems by ourselves and may need to call on others for help.

8. Behaving professionally

We always follow the Steps to solving a problem. Personal issues must not influence our work.

9. Respecting the Rules

We work within the requirements of the law and our School Rules.

10. Non-violence

We never use any kind of threatening behaviour or violence within the group and in solving problems.

Figure 3 - Code de conduite du groupe

Le groupe serait chargé d'aider à la résolution de conflits interpersonnels, mais aussi d'organiser des campagnes de sensibilisation de plus grande échelle, en collaboration avec les services de la jeunesse appropriés, sur des sujets de leur choix. Le résultat est un modèle flexible dont les piliers sont des principes clairement établis (figure 2), un code de conduite lu en début de chaque réunion du comité (figure 3) et une série d'étapes rigoureusement suivies lors de la résolution de conflits interpersonnels (figure 4).

The Steps to Problem-Solving

A. An issue is brought to the Group

How issues are brought to the Group:

1. A letter stating the problem is sent to the Youth Action Group
2. A person/agency approaches a group member
3. A group member raises an issue at a group meeting
4. Other

B. Group members decide who should participate in addressing an issue

Who can be involved?

- 1 – peers 3 – Family members 5 – diverse community groups
2 – School staff 4 – Agency workers

C. Participants are invited to a Meeting

Meeting is defined (regular or emergency) and date/time and venue is specified for the invited participants

D. Facilitating a Meeting

1. Choose a facilitator
a note-taker
2. Read out 'The Way We Work: Do the Ten'
3. DISCUSSION OF ISSUE
Facilitator explains the purpose of the meeting
Each person that brought the issue to the group (or has a stake in the issue) explains their understanding of the problem and why it happened
All other participants are given the opportunity to express their understanding of the problem and why it happened
4. PLAN OF ACTION
On the basis of what was discussed, all participants are asked to suggest a plan of action
4.1. The persons who carry out the plan of action are chosen and their roles are discussed
4.2. The person who monitors completion of the action plan is chosen

E. The meeting is closed in some way to show that participants have committed to the plan of action (e.g. applause, shaking hands)

Figure 4 - Etapes à suivre lors d'une résolution de conflit

Troisième étape – La création des WASSP

La première résolution de conflit a été organisée dans l'école primaire dans laquelle nous avons créé un groupe, autour d'un problème de discrimination et de harcèlement psychologique. Une jeune élève de CE2, mise au courant de l'existence du groupe par sa sœur, a demandé au groupe d'organiser une réunion à son égard. Cette jeune fille, bien

que hautement fonctionnelle et ainsi capable de suivre un cursus normal bien qu'accompagné d'une aide scolaire, souffre d'un léger retard mental. Elle se sent régulièrement mise à l'écart par d'autres élèves et les remarques blessantes sont courantes.

Le WASSP a donc organisé une rencontre des différents élèves impliqués, et a invité la principale, ainsi que l'aide et l'institutrice de la jeune fille. En suivant les étapes préalablement établies par le groupe, un plan d'action a été développé et a contribué à rendre la jeune fille plus à l'aise dans ses interactions quotidiennes avec ses pairs. Le plan est supervisé par un membre du WASSP et par la sœur aînée de la jeune fille.

L'organisation de campagnes de sensibilisation sur divers thèmes est l'activité favorite des élèves plus âgés. La première campagne, organisée autour de la santé mentale, a été organisée au Mitchell Secondary College en 2005. L'initiative, fortement suivie par les médias régionaux depuis le lancement officiel du modèle, a invité divers services de la jeunesse spécialisés dans le suivi psychologique des jeunes, la santé et les services de Police.

Les infirmières de l'école ont été invitées à porter conseils aux membres du groupe et de manière fort intéressante, certains services, bien que préalablement écartés par le groupe pour des questions pratiques, ont demandé à être impliqués également dans la journée de sensibilisation. L'initiative a également été sponsorisée par les entreprises locales (par exemple, l'organisation d'un barbecue pour attirer les jeunes aux stands d'exposition a été sponsorisé par le supermarché et le boucher locaux).

A ce jour, les activités des groupes (qui se sont fait appeler WASSP: "Wodonga Action Student Solving Problems") ont été intégrées aux activités du "leadership group"¹¹ des écoles.

¹¹ Le leadership group est une sous entité des représentants d'élèves. Le groupe est actif dans le gouvernement de l'école, en partenariat avec le principal, les représentants des parents d'élèves et les équipes d'enseignement et de soutien administratif et scolaire.

La gestion des obstacles par les jeunes

Bien que notre description des activités du group reste positive et dénote un certain optimisme, fort est de constater que l'organisation de ces campagnes et de ces résolutions de conflits ressemble davantage au gravissement d'une montagne qu'à une promenade de dimanche.

Tout en laissant une grande liberté aux membres du groupe, les principaux restent particulièrement attentifs aux processus mis en place, de manière à éviter toute stigmatisation d'un élève par rapport à un autre. Il a également été nécessaire de négocier, pour des raisons évidentes de précaution, la supervision constante du groupe de l'école primaire par un adulte (employé de l'école ou parent d'élève). Dans le cas du collège-lycée, les membres du WASSP négocient de manière systématique les activités et direx du groupe.

Il a été, par exemple, particulièrement difficile d'organiser une campagne de sensibilisation à la santé mentale, lorsque l'on sait qu'à l'origine, l'idée de départ était de sensibiliser aux problèmes d'automutilation. La prise de conscience des raisons pour lesquelles les suicides se sont produits et de l'automutilation qui a précédé ces actes dans chacun des cas, a été particulièrement troublante pour les jeunes, qui étaient, lors de notre consultation, parfaitement au courant de ces circonstances. Malgré leur degré d'information et leur insistance sur le fait que les jeunes sont au courant de ces problèmes, au travers des médias et de films hollywoodiens, les responsables de l'école et les travailleurs sociaux participant à l'organisation de la campagne se sont toujours opposés à une exposition directe et ouverte de ce genre de problème pour des raisons de "contagion". Il a donc fallu un processus de négociation particulièrement long pour aboutir à un thème de campagne plus large, englobant divers problèmes de santé mentale pour que l'initiative voie le jour.

La participation de la Police de Wodonga

La participation de la Police à la mise en place de ce projet a été particulièrement appréciée, non seulement par l'équipe de recherche, mais aussi par les jeunes eux-mêmes.

Une fois le modèle et les processus du groupe établis, plusieurs représentants de la Police se sont personnellement investis dans les jeux de rôles organisés pour familiariser les membres du groupe avec les divers mécanismes de résolution de conflit et avec les services de la jeunesse de Wodonga. De forts liens se sont immédiatement forgés avec ces représentants de la Police en particulier et, petit à petit, on a pu constater un changement évident dans les représentations de ces jeunes associées à la Police: meilleure compréhension, moins de ressentiment "eux/nous", etc.

Cependant, on pourrait regretter une diminution relative de l'implication des services de police dans les initiatives du groupe, au fil du temps. Cette mise en retrait amène une dichotomie intéressante dans l'articulation de la compréhension du modèle par différentes parties.

Une des idées fondatrices du modèle est de remettre dans les mains des jeunes certains problèmes en amont de leur possible aggravation, et en amont d'une implication des services de police dans leur résolution. Ainsi, une augmentation de la responsabilisation des jeunes de Wodonga devrait se traduire, en théorie, par une diminution de la participation de la police dans des domaines qui ne relèvent pas véritablement de sa juridiction, mais qui le sont devenus de manière organique par une demande et pression sociale constante (la police est le service vers lequel on se tourne lorsqu'un problème fait surface).

Il est également apparu que les problèmes sécuritaires perçus par les adultes diffèrent parfois des problèmes sécuritaires identifiés par les jeunes. Cette divergence est mise en relief dans l'exemple de Wodonga. Les jeunes ont identifié des problèmes qui sortent parfois des préoccupations de la police, qui, à ce titre, se dédouane de toute participation lorsque celle-ci n'est pas indispensable. Cette dernière constatation est regrettée aujourd'hui par les principaux qui dirigent un groupe ou encouragent les pratiques réparatrices:

"Si un représentant de la police locale venait participer, en tant que consultant, à une réunion, les liens entre les jeunes, les familles, les services de la jeunesse et la police s'en verraient resserrer et on ferait un pas de plus vers une prévention plus efficace. Il me semble qu'il faudrait maintenant que

les jeunes et le groupe se tournent vers des problèmes encore plus graves pour que la Police voit l'intérêt de ce genre de pratique. Il me semble que l'on recule en ce moment vers un statut quo de police réactive aux appels d'urgence plutôt que vers une police proactive et préventive. C'est fort regrettable."

(Principal du collège – entretien avec l'auteur - mai 2007).

Une question davantage polémique est la suivante: assiste-t-on réellement à un recul dans l'évolution de l'implication communautaire de la police à Wodonga? On ne peut véritablement pas répondre par l'affirmative. La police de Wodonga s'est impliquée dans divers autres projets depuis 2004, qui montrent une activité soutenue des services de police dans le domaine de la jeunesse. Néanmoins, on peut observer avec certitude que si les jeunes et le Department of Education and Training (l'Education Nationale de Victoria) ont vite adopté les mécanismes de consultation, de participation et d'invitation, le mécanisme inverse (qui consisterait en un geste de la police de Wodonga pour davantage de proactivité au sein de ce modèle et à sa demande de participer à certaines initiatives organisées par les jeunes) n'est pas encore bien enraciné dans les habitudes policières. L'institution est dans une position d'attente, au risque de paraître peu concernée.

Par ailleurs, on pourrait également penser que la Police moins présente dans l'établissement scolaire est *justement* un exemple du bon fonctionnement du modèle. Les jeunes sont responsabilisés dans la résolution immédiate de petits problèmes avant que ceux-ci n'escaladent en incidents qui cette fois, nécessitent une intervention policière. Une présence de la Police deviendrait donc peut-être moins nécessaire, mais toujours importante selon les besoins identifiés par les élèves et le personnel des écoles. On pourrait également y voir un renforcement du statut des enseignants et du rôle de l'école, selon un modèle *in loco parentis*, prisé des autorités scolaires australiennes. Le modèle atteindrait donc peut-être un de ses buts secondaires: celui d'alléger la charge de travail des fonctionnaires de police afin que les services de police puissent se concentrer sur leurs domaines de spécialisation ou les problèmes plus urgents. L'Australian National University et la Police de Victoria sont, au moment de l'écriture de cet article, sur le point de finaliser les indicateurs de performance visant à mesurer l'efficacité du modèle.

En conclusion: l'état du projet en 2007

En 2005, époque à laquelle nos élèves réfléchissaient à la constitution du groupe, de son code de conduite et de ses futures activités, la région de Wodonga, les services de la jeunesse et les écoles de Victoria étaient sur le point d'adopter des pratiques réparatrices héritées d'une branche de la théorie de justice réparatrice. Le mouvement se veut donner davantage de responsabilités aux parties opposées par un conflit. Des équipes de professeurs ont été peu à peu éduquées aux pratiques réparatrices, à la médiation et la facilitation de réunions (*conferencing*). Les principaux des écoles dans lesquelles nous avons travaillé se sont montrés des leaders dans l'établissement globales de ces pratiques dans les écoles de la région. Le modèle *Youth Show the Way!* et les groupes WASSP se sont depuis propagés à une nouvelle école, cette fois-ci privée, et les pratiques de justice réparatrices et de responsabilisation des jeunes se sont étendues à 5 nouvelles écoles, publiques et privées, primaires et secondaires. Une quatrième école s'intéresse également au modèle, grâce à un enseignant et un des policiers impliqué dans la mise au point initiale du modèle.

Le principal auquel nous avons parlé récemment nous a également confié qu'il organisait un groupe spécial destiné à aider à la réinsertion d'un jeune catégorisé "à risque" par les services de la jeunesse et la police. Il pense ainsi réinstaurer une participation policière plus grande dans les activités du groupe, en leur montrant que les activités de responsabilisation s'adressent non seulement aux jeunes de la majorité sociale, mais également aux jeunes marginalisés. D'après un dernier rapport, la police de Wodonga s'est montrée intéressée par l'initiative.

Il est également particulièrement intéressant de voir le modèle se propager dans un contexte différent et à 300km de Wodonga, dans une autre zone semi-urbaine: Melton. Melton est une ville satellite de Melbourne, à 40km à l'ouest de la capitale de Victoria. La délinquance juvénile est davantage problématique qu'à Wodonga et les taux de récidives sont semblables à ceux des banlieues britanniques ou françaises.

Les modèle *Youth Show the Way* et des WASSP ont été portés à la connaissance des responsables de Melton par Nexus Policing, qui, depuis 2005, est devenu une des

priorités de la police de Victoria. Christine Nixon, Chief Commissioner, est particulièrement intéressée par Nexus Policing, dont elle a contribué à la création, et contribue activement à sa propagation, en compagnie des divers représentants de Local Priority Policing, qui continuent à coordonner le projet.

Après une présentation-formation d'une journée à laquelle ont participé plusieurs principaux et proviseurs, des officiers de police spécialisés en prévention et en jeunesse, des travailleurs sociaux et des parents d'élèves, Melton a décidé d'adopter le Youth Show the Way, sur le plan régional. Depuis, les groupes de jeunes sont un franc succès dans les écoles primaires. On compte parmi les activités des groupes: des patrouilles dans les cours des écoles, des "camps" organisés pour les jeunes et la police, des résolutions de conflits. A un niveau plus général, certains groupes ont créé des brochures de sécurité pour les personnes âgées et/ou défavorisées de leurs communautés, etc.

Les effets sont bénéfiques tant pour les jeunes de ces communautés, qui s'en trouvent responsabilisés et qui se présentent progressivement comme des rôles-modèles devant leurs pairs, que pour les communautés elles-mêmes. L'initiative étant toujours fortement médiatisée, les journaux publient quantité de rapports positifs sur les jeunes et l'amélioration de certains quartiers. De manière plus importante, certains jeunes se sont véritablement épanouis au travers de leur participation au projet. Les jeunes "à risque" deviennent des modèles de responsabilisation et se prennent très au sérieux dans leur rôle de "grands frères"; d'autres plus timides se révèlent de véritables orateurs, porte paroles de leur groupes devant les médias. Dans leurs discours et récemment publiée dans un article de presse une expression revient régulièrement: *citizenship building* ou la "construction de la citoyenneté".

Il devient donc important de reconnaître l'importance de la démocratie participative directe et de ses effets sur les populations marginalisées de la société. En Australie, la gouvernance locale et la participation directe contribuent à "construire des communautés meilleurs et plus sûres", le slogan du Department of Victorian Communities (l'équivalent du ministère de la ville français). Dans le domaine de la jeunesse, ce modèle de démocratie participative directe se transporte désormais en New South Wales et dans les

autres Etats et Territoires australiens. Une modification fondamentale s'est opérée pour que ce transfert géographique ait pu s'opérer: la mutation de la représentation sociale des "jeunes" en tant que péril à celles des jeunes en tant que ressource sociale.

Références citées dans cet article

Bartkowiak, I. "Les jeunes en difficulté de 1980 à nos jours: de représentations en réalités sociales" in *La Place des Jeunes dans la Cité: Espaces de rue, espaces de paroles*, vol. 2. Paris: L'Harmattan, Logiques Sociales, 2005, pp.25-45.

Bartkowiak-Théron, I. & Jaccoud, M. "New Directions in Justice in Canada : From Top-down to Community 'Representatives'" in J. Shapland (Ed.) *Justice and Community and Civil Society : a contested terrain across Europe*. Londres: Willan Publishing, 2007 (sous presse).

Meehan, E. "Democracy Unbound", in *Reconstituting Politics - Democratic Dialogue*, 1996. (<http://cain.ulst.ac.uk/dd/report3/report3b.htm>)

Reddel, T. "Exploring the Institutional Dimensions of Local Governance and Community Stengthening: linking empirical and theoretical debates", Urban Policy Program, Griffiths University, 2004.

Shearing, C & Wood, J. "Nodal Governance, democracy and the new 'denizens', *Journal of Law and Society*, 2003, 30 (3), 205-255.

Shearing, C, Jenneker, M & Cartwright, J. "Local Capacity Governance in South Africa: a model for peaceful coexistence", *A La Recherche de la Sécurité (conference)*, Law Commission of Canada, 2004.

Wood, J & Dupont, B. *Democracy, Society and the Governance of Security*. Cambridge: Cambridge UP, 2006.